

IL EST TEMPS D'EN FINIR AVEC LES FRONTIÈRES ET LES PATRONS

Mardi 2 avril, Trump déclarait la guerre commerciale au monde entier : des droits de douane passant de 10 % à 25 %, voire plus, semant la panique parmi les patrons européens, et de 20 % à 54 % pour les importations venues de Chine. Mardi 8 avril, il raillait, lors d'un banquet de notables du Parti républicains, les pays qui cherchaient à négocier ces taxes à la baisse : « Ils nous appellent, ils me lèchent le cul. » Le lendemain, volte-face : il annonçait une pause de 90 jours, le temps des marchandages... sauf pour la Chine, où les droits allaient au contraire monter à 145 %.

La guerre des mafias qui gouvernent

Culot et inconséquence d'un parrain de mafia, qui pourrait déséquilibrer l'économie de la planète ? En partie. Mais pas si fou : entre la chute des cours de la bourse provoquée par la première annonce et leur remontée, certains s'en sont mis dans les poches. « C'est le bon moment pour acheter » avait tweeté Trump sur ses réseaux, prévenant ses amis de la volte-face qu'il allait opérer et ferait regimber le cours des actions, enrichissant les acquéreurs. Au point que des sénateurs américains ont demandé une enquête contre lui pour « délit d'initiés ».

Samedi 12, il annonçait que smartphones, ordinateurs et quelques autres produits électroniques fabriqués en Chine ne subiraient pas la hausse des droits de douane. Car une partie de l'industrie américaine de la tech, comme Apple qui y fait assembler ses produits, craint de ne plus pouvoir profiter à satiété de l'exploitation des ouvriers chinois, et Amazon y perdrait une grande partie de son trafic.

Ce nouvel épisode est caractéristique de ces bras de fer et marchandages entre les gouvernants qui, à la tête des grandes puissances, défendent les intérêts des grandes sociétés industrielles et commerciales : une rivalité sur le dos des travailleurs qu'ils exploitent et de tous les peuples pauvres de la planète.

... sur notre dos

C'est à nous tous qu'ils comptent faire payer l'addition. Par la hausse des prix entraînée par les nouveaux droits de douane. Par les licenciements et le chômage provoqués par les restructurations, déplacements de lieux de production, que décideront les patrons en fonction de la rentabilité des divers marchés.

Quand Trump clame qu'il va ainsi réindustriali-

ser les États-Unis et en y ramenant la production faite au Mexique, c'est pour déplacer le chômage de l'autre côté du Rio Grande, à condition de réussir à imposer aux travailleurs américains les salaires des ouvriers mexicains, au nom de la concurrence.

Il en est de même ici de tous ceux qui, de Le Pen et Macron jusqu'aux leaders de la gauche, nous parlent de patriotisme économique et de protectionnisme censé sauver « notre » industrie et « nos » emplois. C'est de sauver les profits des patrons français dont ils parlent.

Entre travailleurs, ni guerre ni frontières

Ceux des syndicats qui enchaînent sur le même thème sous le prétexte de « lutter contre le dumping social », se placent sur le même terrain, arguant d'un capitalisme plus national, où patrons et ouvriers auraient des intérêts communs, et où l'État nous protégerait des abus et les barrières douanières des concurrents. Mais nous n'avons aucun intérêt commun avec les exploiters de nos pays, qu'ils soient marchands de produits de luxe comme Arnault ou d'instruments de mort comme Dassault. Refusons d'être entraînés dans leurs guerres, aujourd'hui commerciales et peut-être demain militaires. Les seuls combats qui valent d'être menés sont ceux des travailleurs et travailleuses de tous les pays, par-delà les frontières.

Car tous les grands groupes exploitent des ouvriers aux quatre coins du monde et ce seront nos luttes communes qui nous débarrasseront de tous ces parasites et permettront d'organiser nous-mêmes la production en fonction des besoins de tous.

Une trotte pour aller au trône

Au quai arrivée / GF, les toilettes ont été fermées depuis plusieurs semaines. Les pauses pipi se transforment en longues randonnées pour trouver des toilettes ouvertes dans l'usine. Une marche qui nous donne quelques minutes de répit, offertes par la direction... malgré elle.

Une forêt de Duplo

La forêt de Duplo poussera ou ne poussera pas ? Le mystère reste entier. Ce qui est par contre certain, c'est que toutes ces nouvelles activités iront grossir les bénéfices du groupe La Poste. À moins que nous, les travailleurs, exigeons notre dû.

Du fric pour les salaires, pas pour les actionnaires

Bonne nouvelle, La Poste a récolté 2 997 euros grâce aux prestations des trottinettes Lime en une semaine à la PIC. Bonne nouvelle pour qui ? On ne l'a pas vue sur notre fiche de paie, cette somme, a priori ?

Samedi ? Non, ça ne me dit pas.

Les collectes de boîtes aux lettres faites le samedi après-midi vont être intégrées dans les tournées du matin. Une manière de surcharger certains collègues le matin, pour envoyer les collègues d'après-midi trimer sur les machines. Un changement qui fait l'unanimité contre lui.

Bouchon au quai arrivée

Au quai arrivée, le matériel vide s'entasse à grande vitesse l'après-midi et provoque régulièrement un encombrement qui bloque l'arrivée des camions. Pas étonnant sachant qu'on manque de bras et de prépas pour débarrasser tout ça.

La devinette que vous avez manquée lors de la semaine de la blague à la PIC :

Qu'est-ce qui prend régulièrement des pauses en dessous du TCC, qui a coûté des centaines de milliers d'euros et qui est aussi efficace que Macron au détassage de la PF ? (indice : je suis constitué de 3 lettres et je suis la fierté de la direction)

Un débrayage qui pourrait devenir contagieux

Dans la brigade du matin, des collègues ont dit non à la pression de l'encadrement en débrayant une heure. Flicage, pression, recherche de productivité... des injonctions que nous connaissons dans tous les services. L'idée de débrayer pour se faire respecter pourrait bien faire son chemin.

La loi des voleurs

Depuis le 1er mars, les salariés du public ne reçoivent plus que 90 % de leur salaire en cas d'arrêt maladie de moins de trois mois. Soit une économie de 900 millions d'euros pour le budget de la Sécu. Mais depuis le 1er avril, les salariés du privé sont eux aussi attaqués par une baisse des indemnités journalières, passant d'une cinquantaine d'euros à moins de quarante. Soit une économie de 600 millions d'euros. Au total, la nouvelle loi de financement de la Sécurité sociale permet de nous voler plus d'un milliard et demi d'euros.

Contre la guerre à Gaza, solidarité avec le peuple palestinien

Depuis la reprise des bombardements, des milliers d'Israéliens se mobilisent pour la fin de la guerre, seule solution pour la libération des otages. Netanyahou et son gouvernement d'extrême droite génocidaire ont, au contraire, décidé une nouvelle offensive terrestre qui a fait plus d'un millier de morts en une semaine et provoqué de nouveaux exodes.

Ne relâchons pas la pression ici non plus face aux massacres à Gaza et à la colonisation meurtrière de la Cisjordanie : 4 000 personnes ont défilé à Paris dimanche dernier.

Toutes nos publications sur site :

<https://npa-revolutionnaires.org/>